

**Conseil des ministres - Convention  
d'entraide judiciaire en matière  
pénale et convention d'extradition  
entre la France et Sainte-Lucie**  
(Paris, 07 juin 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie.

La convention d'extradition énonce l'engagement de principe des parties de se remettre réciproquement les personnes qui, se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, sont poursuivies pour une infraction pénale ou recherchées aux fins d'exécuter une peine privative de liberté, prononcée par les autorités judiciaires de l'autre partie à la suite d'une infraction pénale.

La convention d'entraide judiciaire en matière pénale stipule que les parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible afin de faciliter la collecte d'éléments de preuve dans le cadre de procédures pénales transnationales.

L'objectif est d'établir une coopération plus efficace entre les deux États en vue de lutter contre la criminalité et l'impunité./.